Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1971)
Heft: 144

Artikel: Ni Marx,...
Autor: D.P. / Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1028151

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Ni Marx,...

J.-P. Ghelfi s'est efforcé de préciser la première moitié du livre de J.-F. Revel. Nous avons tiré de son texte les extraits suivants.

D.P.

Impossible d'ignorer Marx. D'abord parce qu'une partie importante de la population mondiale se dit proche de la théorie qu'il a développée. Ensuite parce que, dans une large mesure, le vocabulaire que nous utilisons pour parler des sociétés contemporaines — capitalistes ou communistes, industrialisées, en voie d'industrialisation ou pré-industrielle — vient en droite ligne de ses écrits. Il est de même impératif de confronter théorie marxiste et situations pratiques, concrètes et effectives des sociétés actuelles [1].

La force du marxisme réside dans la simplicité du cadre qu'il propose pour interpréter le jeu des forces sociales dans les communautés humaines: maître-esclave; seigneur-serf; capitaliste-prolétaire; profit-paupérisation, etc. Vision d'une société irréductiblement dualiste, dont le terme sera marqué par la révolution prolétarienne qui permettra de supprimer les classes sociales. Cet aboutissement, selon Marx, est inéluctable. Le développement économique approfondira le fossé entre capitalistes et prolétaires — les uns toujours plus riches et moins nombreux, les autres toujours plus pauvres et plus nombreux. Le système est donc en soi explosif, et le détonateur sera fourni par le jeu de l'accumulation de ses contradictions internes.

La propriété privée des moyens de production et de distribution est source de profit pour les capitalistes, donc d'exploitation des travailleurs. Pour éliminer l'exploitation prolétarienne, il faut par conséquent supprimer la propriété privée. La socialisation des moyens de production et de distribution n'est toutefois par un but. Elle constitue, selon les marxistes, le moyen nécessaire et suffisant pour permettre aux hommes d'échapper aux déterminismes de l'économie, de ne plus les subir, et ainsi, en quelque sorte, de s'autodéterminer par rapport à eux.

Cette autodétermination est conçue comme condition pour permettre à l'homme de se réaliser pleinement.

Les « prévisions » du marxisme

On peut, dans les critiques sommaires du marxisme, se contenter par exemple de noter que les régimes politiques qui s'en réclament n'ont pas obtenu de meilleurs résultats que les pays capitalistes. On peut aussi relever que si l'économie est importante, elle n'est pas tout: un régime économiquement oppressif est, semble-t-il, moins insupportable qu'un régime qui ne respecte pas les libertés individuelles et collectives, fussent-elles qualifiées de formelles.

Ces deux points ne sont pas les plus importants, bien qu'ils jouent un rôle essentiel dans les attitudes politiques: comment expliquer aux travailleurs-électeurs qu'ils auraient intérêt à changer de régime politique si les exemples qu'on leur fournit ne sont pas concluants?

La force principale du capitalisme contemporain provient des échecs du communisme. Les promesses du second pèsent peu en face des réalisations du premier.

Une autre manière de critiquer le marxisme consiste à noter que les prévisions qu'il a faites sur le développement du capitalisme se sont révélées inexactes. Celui-ci n'a pas congénitalement besoin des guerres impérialistes pour maintenir et asseoir sa domination. Le colonialisme n'est pas davantage une condition de sa survie. Le néo-colonialisme n'est pas un trait spécifique du capitalisme, et il se pourrait qu'il s'en dégage plus rapidement que les pays communistes. Le système d'enseignement continue certes à transmettre l'idéologie de la classe dominante — ici comme ailleurs —, mais les réformes qu'il a entreprises ici sont déjà nombreuses et le rythme de changement à la fois plus grand et plus prometteur. Enfin, le capitalisme renferme plus de virtualités quant à l'émancipation des minorités, à la libération de la femme et donc à la transformation de la cellule familiale et des rapports humains qu'elle implique.

La critique la plus radicale qu'on puisse émettre cependant à l'égard du marxisme est d'avoir voulu expliquer la situation misérable du prolétariat industriel du XIXe siècle par l'existence de la propriété privée. Car même s'il est vrai que le « profit capitaliste » est indéterminé et indéterminable par les « lois » du libéralisme économique, il constitue un résidu de l'activité économique qui ne saurait, à lui seul, rendre compte des injustices, des inégalités et des gaspillages observables dans la société.

Comment concilier socialisation économique et libertés politiques?

Chacun des deux systèmes (capitalisme et communisme) a sa logique, qui n'est pas forcément celle que le marxisme a mise en évidence. La concurrence est fille du profit, certes, mais elle est tout autant fille de la liberté d'initiative en matière économique, politique, sociale, culturelle. Le plan, lui, est fils de la socialisation du profit, mais fils surtout de la suppression de la liberté d'initiative en matière économique. Et cette restriction s'est étendue et généralisée aux autres secteurs de la vie individuelle et collective. Cet aboutissement n'était voulu ni par Marx ni, probablement, par Lénine. Mais on ne peut s'empêcher de penser que l'évolution constatée était contenue en germe dans les concepts « socialisation des moyens de production », « centralisme démocratique », « dictature du prolétariat » — ou du moins qu'elle en était une conséquence quasi inéluctable.

Conséquence quasi inéluctable... Les mouvements gauchistes actuels qui se distancent généralement des communismes appliqués et autres « crapules staliniennes », se refusent à admettre ce fait, sans toutefois — et là est la condition de crédibilité idéologique et politique de leur mouvement — montrer comment sociologiquement il serait possible de concilier libertés politiques et socialisation économique.

Rapports économiques et projets politiques

L'héritage marxiste nous pousse à rechercher les explications du côté des bases matérielles (l'infrastructure) de la société. Mais le degré de développement économique ne permet pas d'expliquer, fût-ce « en dernière analyse », la diversité des situations des pays européens. Le passé colonial, l'accession tardive à la démocratie libérale, le centralisme institutionnel, le maintien prolongé de l'empire ou du royaume — certains de ces éléments pouvant se combiner — rendent mieux compte des situations nationales actuelles que l'analyse de l'évolution de la lutte des classes ou du développement des forces productives. (cf. F. Perroux: « Industrialisation et création collective » tome II).

Sur le plan international, il est encore plus évident que le poids des rapports économiques ne joue pas l'importance capitale qu'on a voulu leur attribuer.

Etudier le processus d'intégration européenne sous l'angle du renforcement des monopoles équivaut à se condamner à ne rien comprendre au jeu des forces en présence. L'Europe, à supposer qu'elle aboutisse, sera d'abord une réponse politique tant à l'égard des Etats-Unis que de l'Union soviétique. D'où, d'ailleurs, l'hostilité plus ou moins marquée de l'un et de l'autre.

C'est une vérité d'évidence, dans le monde actuel, que tout projet politique implique un support économique, industriel et militaire. Mais la complexité et l'ambivalence de chacun de ces domaines interdit de ramener univoquement l'un aux autres, ou l'inverse.

Absence de « prêt-à-porter » idéologique

La liberté intégrale est-elle vraiment au bout du chemin, comme le croit Marx, lorsqu'il aura été mis fin aux luttes des classes? N'est-il pas plus juste de voir dans « un peu de liberté » le moyen nécessaire — mais pas forcément suffisant — pour aller vers « plus de liberté ». Cette idée a au moins pour elle de pouvoir s'appuyer sur les expériences historiques. Si cela est vrai, il en découlerait que la politique doit emprunter non pas le chemin de la lutte des classes et tendre à la socialisation des moyens de production et de distribution, considérée comme la condition sine qua non de l'émancipation réelle de l'humanité, mais bien la voie de la liberté, en commençant par les « libertés formelles » conquises par les révolutions dites libérales, pour les approfondir à chaque étape du développement économique, dans la perspective de doubler la démocratie politique d'une démocratie économique et d'une démocratie culturelle.

Qu'au bout du compte, nous en arrivions aussi à socialiser les moyens de production, du moins certains d'entre eux, c'est possible, et c'est même probable. Mais à considérer encore que les termes mêmes selon lesquels cette socialisation se ferait pourraient être autres que ceux que nous pouvons concevoir actuellement.

Car ayons garde de constater que les voies qu'empruntent les sociétés pour passer d'une étape à une autre, dans leur développement politique, économique, culturel, sont trop mal explorées et donc connues pour qu'on puisse sans danger pour ce qui est déjà acquis, être assurés qu'un bouleversement profond n'équivaudrait pas pratiquement à une régression. Si révolutionner est innover, créer du neuf, alors l'avenir est inconnu. Et il est aberrant de croire qu'il existe des « schémas » explicatifs tout prêts, une sorte de « prêt-à-porter » idéologico-révolutionnaire.

En appeler au capitalisme comme cause absolue et au socialisme comme remède absolu n'est acceptable d'aucun point de vue. On se heurte en effet à des structures mentales beaucoup plus profondes et résistantes ainsi que Jacques Monod et Konrad Lorenz se sont efforcés de le montrer. Il faut analyser leurs effets et leurs implications à la lumière des connaissances actuelles pour espérer pouvoir trouver un début de solution qui, prenant en considération l'intégralité de la nature humaine, soit conforme à ce que nous pouvons aujourd'hui discerner.

J.-P. G.

[1] Il s'agira moins, nécessairement, de parler du marxisme livresque que de ce que les peuples et leurs dirigeants en ont retenu, puisque c'est ceci que nous voyons à l'œuvre, et qui est déterminant en pratique pour favoriser tel développement économique, social ou politique, plutôt que tel autre.

Critiques ponctuelles
Le langage de Revel

Imaginez qu'un soir, dans le salon d'un ami, on vous présente un brillant journaliste parisien, retour d'un voyage outre-Atlantique; imaginez la conférence improvisée qu'il tiendra aux commensaux, illustrée par ses impressions récentes sur l'extraordinaire vitalité d'une société qui est non seulement la plus puissante du monde, mais qui se trouve être, comme elle se plaît à le dire, un gigantesque creuset culturel. Imaginez l'invité de ce soir, bon conteur cultivé, avec ce qu'il faut d'agressivité pour que la voix vibre et que l'auditoire réagisse, et ce qu'il faut de simplification pour que le récit puisse embrasser bien des aspects du « problème révolutionnaire ». Si maintenant, au lieu de parler, cet homme écrivait un livre, vous auriez « Ni Marx, ni Jésus ». Un livre qui force l'attention, irritant pour qui, à tort d'ailleurs, pense qu'il ne faut écrire que pour le marbre (celui des monuments appelés à durer et non celui des imprimeries de l'éphémère combat), stimulant parce qu'il intervient, malgré ses faiblesses, dans un débat fondamental.

Pour qui, comme nous, craint le brouillard des mots et regrette que le langage des tracts soit truffé du vocabulaire consacré de l'analyse marxiste (sans